



Un rapport a fuité le 16 novembre sur les réseaux sociaux. La Chambre des comptes de la Cour suprême camerounaise révèle une mauvaise gestion des fonds alloués au Covid-19. Ces fonds s'élèvent à 167 milliards de francs CFA, soit 250 millions d'euros. Un pré-rapport avait déjà fuité en mai dernier, déclenchant le « Covidgate » camerounais. Les 171 pages du rapport complet révèlent des surfacturations, des conflits d'intérêts et de nombreuses entorses au règlement.

Le ministre de la Santé publique et celui de la Recherche scientifique sont les deux principaux mis en cause par ce rapport. On parle d'une surfacturation de plus de 15 milliards de francs CFA sur l'achat des tests Covid, des conflits d'intérêts dans l'attribution de contrats ou encore un stock de médicaments d'une valeur de plusieurs centaines de francs CFA portés disparus.

Selon la Chambre des comptes, le gouvernement a attribué des marchés à quatre entreprises sans s'assurer qu'elles présentaient les garanties de sérieux et d'expérience normalement exigées. Ces entreprises ont d'ailleurs été créées quelques semaines seulement avant de remporter ces contrats d'une valeur de plus de 2 milliards de francs CFA.

Pour Paul-Joel Kamtchang, chercheur et data journaliste au sein de l'association ADisi-Cameroun, ce rapport est le signe de conflits internes au pouvoir. Il craint qu'il ne débouche sur aucune suite judiciaire. « Ce rapport sera voué à l'échec comme beaucoup de rapports

produits aussi bien par cette instance que par d'autres instances gouvernementales. Donc pour nous, c'est un coup d'épée dans l'eau. On se serait attendu à ce que les ministres incriminés démissionnent pour, justement, faire face à la justice. »

Tous les indicateurs semblent montrer qu'il s'agit d'une guerre entre des contents et des mécontents. C'est-à-dire qu'il y a eu un butin. Certains ont eu accès à ce butin, d'autres non.

Paul-Joel Kamtchang, chercheur et data journaliste au sein de l'association ADisi-Cameroun

Ce rapport devait être rendu public et présenté à l'Assemblée nationale en juin dernier. Mais sans aucune explication ou date de report, sa diffusion a été annulée. Si la Chambre des comptes confirme être l'auteur de ce rapport, elle réfute être à l'origine de ces fuites. Contacté, le gouvernement camerounais n'a pas répondu aux sollicitations de RFI.

RFI
